



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE CONFLIT SCAN

Bolstering Judicial and Social Accountability processes in CAR

Bangui –1er, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} arrondissement

AOUT 2018

Contact:

Andrew Clark

Regional Program Manager et Directeur pays ai
Search for Common Ground- CAR

Adresse : Bangui rue du stade 20 000 Places à côté
de l'ambassade de la RDC

Tél: 00243 (0) 810 546 740

Email: aclark@sfcg.org

MAGBE Teddy Junior

Coordonnateur Suivi-Evaluation
Search for Common Ground

Adresse : Bangui rue du stade 20000
Places à côté de l'ambassade de la RDC

Tél. 00236 72300298

Email: tmagbe@sfcg.org

Table Des Matières

Table Des Matières	2
Résumé exécutif	3
Introduction contextuelle	6
Objectifs du Conflict Scan	7
Méthodologie	7
ANALYSE DES CONFLITS	8
Conflit actuel.....	8
Acteurs des conflits.....	9
Do No Harm (Ne pas nuire).....	10
Opportunités pour la paix.....	12
Conclusions.....	14
Recommandations.....	14
Annexe IV : Termes de référence Conflict Scan	16
[Conflict Scan]	16
1. Table of Contents.....	16
2. Contexte.....	17
Contexte initial du projet (Cf. documents de projet) :	17
Contexte actuel.....	17
Justification de l’activité	18
Le Projet.....	18
3. But et objectifs du conflit scan.....	18
4. Questions principales de l’étude	19
5. Lieux géographiques	20
6. Méthodologie et outils de collecte des données.....	20
Entretiens avec des personnes clés (<i>Key Informant Interviews – KII</i>).....	21
Groupe cible.....	21
Focus groupes (<i>Focus group discussions – FGD</i>).....	21
Groupes cibles des focus groupes	21
7. Assurance et gestion de la qualité des données.....	21
8. Dissemination et utilisation du Rapport.....	21
9. Principaux livrables et chronologie.....	21
10. Budget.....	22
Annexe IV : Les outils de collecte des données.....	23

Résumé exécutif

Cette étude était organisée en vue de collecter des informations actualisées sur l'évolution des dynamiques des conflits à Bangui, dans l'optique d'apporter une meilleure orientation programmatique dudit projet, mais aussi en informant les autres acteurs intervenant à Bangui et pouvant contribuer de façon directe et/ou indirecte à la transformation pacifique des conflits. Cette étude a aussi prévu une cartographie des conflits entre groupes religieux et/ou entre groupes identitaires à Bangui qui comportent un risque en termes de violence, dans un contexte général de forte volatilité des évolutions socio-politiques du pays.

Ce rapport de « conflict scan » repose sur des données purement qualitatives collectées du 04 au 21 juin 2018. Cette collecte avait été possible grâce aux 9 groupes de discussions (72 personnes) et 5 entretiens individuels avec des informateurs clés pour un total de 77 personnes dont 40 hommes et 37 femmes.

Situation conflictuelle

Il se dégage de ce scan que la population de Bangui en générale se focalise spécialement que sur les grands derniers conflits violents et accorde peu d'importance aux conflits secondaires. Cette perception est contraire à celle du scan précédent où la population s'était beaucoup focalisée sur les conflits secondaires. Les conflits tels que: conflits foncier, abus de pouvoir, conflit lié à l'appartenance politique selon les ethnies, etc. ne sont pratiquement pas cités par les participants dans le cadre de cette étude. Le seul conflit cité est le conflit armé opposant les Force de Sécurité Intérieure et la MINUSCA aux Groupes d'Auto-Défense (GAD) de PK5, avec comme conséquence la limite de circulation des deux communautés et l'augmentation de méfiance entre les Chrétiens et Musulmans. Cependant, les méfiances entre les deux communautés, la circulation limitée des Musulmans, les intentions de vengeance entre les Goula (Goula est une population qui peuple les régions d'une partie du Nord, Centre et Est de la RCA. L'ex-Président et leader de l'[UFDR](#) Michel NDOTODJA est issue de cette ethnie¹) et les GAD, les mécontentements des commerçants musulmans vis-à-vis des GAD sont des risques présentant un niveau de violence inquiétant qui peuvent être cause d'autres conflits à PK5 et ces environs et/ou à Bangui en général.

Pour les acteurs de conflits, il y a eu beaucoup d'évolution à ce niveau. Certains acteurs comme les GAD sont devenus très influents et sont présumé auteurs de plusieurs conflits dont sont victimes les deux communautés. Il est à relever que les Goula qui sont une ethnie de l'Ex-Président NDOTODJA se sont plus ou moins montré intransigeant vis-à-vis des GAD et se lance dans un bras de fer avec ces derniers suite à l'assassinat d'un des leurs. Pour les FSI et la MINUSCA, la perception de la population reste partagée. Il y a une partie de la population qui apprécie positivement l'implication de ces dernières dans la recherche de la stabilisation de la ville à leur intervention pour empêcher les GAD dans leur exercice. Il y a cependant une partie de la population qui juge insuffisant les actions de ces dernières. Mais, il y'a un nouveau présumé acteur dans le conflit à Bangui, des membres venant de la République Démocratique du Congo recrutés de gré et/ou de force et soupçonnés être impliqués dans la tuerie et les exactions lors des derniers conflits de PK5, Fatima, Miskine, Yakité et Castor provoquant ainsi de la méfiance sur cette communauté par les Chrétiens et les Musulmans. Il s'agit particulièrement des travailleurs venant du Congo et ayant travaillé comme domestique pour les Musulmans du PK5 et ceux qui font la cordonnerie, localement appelé « ciré » pour signifier cireur de chaussure. Ils sont venus majoritairement de « Zongo » un village de la RDC situé juste sur l'autre rive de l'Oubangui à la recherche du travail.

¹ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Goula>

Do No Harm (ne pas nuire)

Il s'agit ici d'identifier les conflits que peuvent créer les actions des ONG auprès de la communauté. Il est ressorti de ce scan que la perception des communautés vis-à-vis des ONG a fortement évolué par rapport au dernier scan de 2017. Les résultats montrent que les communautés n'apprécient plus comme avant le rôle des ONG qu'elles jugent jouant un certain rôle négatif dans la gestion des conflits à travers le soupçon d'implication dans le trafic d'arme, le soupçon de recherche d'intérêt et l'absence d'une politique réelle et efficace pour mieux gérer les conflits. Les plaintes par rapport à l'identification des bénéficiaires qui étaient sorti lors du dernier scan a fait place aux doutes et inquiétudes des communautés par rapport aux politiques des ONG pour gérer les conflits qu'elles jugent peu efficaces. L'autre inquiétude exprimée par les enquêtés est selon eux, la faible implication des ONG nationales dans les projets exécutés par les ONG internationales pour favoriser le transfert de compétence et pour une prise en compte du contexte local du pays dans la résolution du conflit. A cela s'ajoute selon les répondants l'absence de durabilité et de redevabilité des actions des ONG. Il est ressorti aussi des cas de soupçons de l'implication des ONG dans les trafics d'armes, même si aucune preuve n'a été relayée par les répondants, qui se basent seulement sur leur perception subjective. Et enfin, les autorités traditionnelles s'inquiètent par rapport à leur rôle joué dans la résolution des conflits, lequel selon eux n'est pas reconnu à leur juste valeur pas les ONG et elles ne se sentent pas considérées par les ONG.

Opportunités pour la paix

Ce scan a permis de ressortir les lieux comme le marché, les hôpitaux, les établissements scolaires et les centres d'activité sportive comme des endroits pouvant facilement permettre la rencontre entre Musulmans et Chrétiens même si des cas de stigmatisation et des menaces d'agressions sont encore présents dans ces endroits à faible intensité.

Ce scan par contre n'a pas ressorti de façon spécifique les catégories de personnes pouvant positivement influencer le conflit même si quelques participants ont cité les catégories comme leaders religieux et communautaires, les leaders femmes, les leaders jeunes et les chefs traditionnels même si ces derniers font l'objet de beaucoup de critiques par rapport à leur passivité. Pour les autorités administratives et Gouvernement, la population est toujours inquiétante par rapport au rôle que jouent ces derniers dans la résolution pacifique des conflits qu'elle qualifie de trop passif.

Conclusion générale

En général, la population et les autorités ignorent actuellement les conflits secondaires et se focalisent exclusivement sur les derniers conflits violents de Fatima, PK5, Yakité et Castors qu'a connu la ville contrairement au scan passé où les pensées étaient orientées que sur les conflits secondaires. Il n'y a pas de conflit direct actuellement entre les Chrétiens et Musulmans, mais il existe des risques de conflits dû à l'absence de confiance existant entre ces derniers. Contrairement au scan précédent, les actions des ONG sont actuellement mises en cause voir en doute par la population qui s'inquiète de manque de résultat concret. Enfin, les centres d'attraction comme les établissements scolaires, les hôpitaux, les airs sportifs constituent à la fois un atout mais un risque pour la cohabitation pacifiques des Chrétiens et Musulmans.

Au regard de ce qui précède, quelques recommandations ont été formulées pour que Search, les autres acteurs humanitaires, le bailleur ainsi que le Gouvernement puissent se focaliser afin d'atténuer les risques actuels.

Pour le Gouvernement: renforcer les fréquentations communautaires

- Encourager la fréquentation des lieux publics, attractifs et communs pour rassembler les membres des communautés diverses en vue d'éradiquer la marginalisation et méfiance des unes envers les autres,

- Favoriser et/ou créer des centres d'échanges où les communautés peuvent rencontrer pour discuter leurs problèmes, défis et conflits d'une manière pacifique et constructive.

Soutenir une stratégie inclusive pour la cohésion sociale

- Restituer les résultats de cette étude aux principaux représentants en impliquant les autorités locales, les représentants gouvernementaux, les chefs de groupement et les leaders communautaires pour une prise de conscience à plusieurs niveaux.
- Les ONG et agences des Nations Unies continuent d'appuyer les communautés dans les relèvements communautaires.

Introduction contextuelle

Bangui est la capitale de la République Centrafricaine (RCA) avec une population d'environ 900.000 habitants selon RGPH2003)² avec une superficie de 67 KM². Depuis toujours, les deux populations vivaient en parfaite symbiose³. Mais L'avènement des Séléka à majorité musulmane avec la prise de pouvoir en 2013 par ces derniers tout en commettant beaucoup d'exaction dont sont victimes les Chrétiens. Ces derniers a donc crée le groupe Anti-Balaka dont les principales cibles sont les Musulmans en représailles des forfaits commis par les séléka. Cette opposition a miné la confiance qui régnait entre les Musulmans et les Chrétiens engendrant ainsi des violences intercommunautaires faisant plusieurs morts tant du côté des Chrétiens que du côté des Musulmans. La RCA est donc entré dans un cycle de violent sans précédent poussant ainsi les séléka à quitter le pouvoir. Après le départ des Séléka du pouvoir, le niveau de violence intercommunautaire s'est aggravé avec plusieurs cas de vengeance des Chrétiens contre les Musulmans les obligeant à se regrouper tous au PK5. Ainsi, les deux populations se sont segmentées géographiquement presque en deux avec la population Chrétienne occupant les 7 arrondissements sur 8, et les Musulmans occupant seulement le 3^{ème} arrondissement. Des efforts de paix ont été supportés afin de favoriser le retour de fréquentation entre les deux communautés (musulmane et chrétienne) permettant ainsi la circulation des deux communautés dans la ville. Mais les derniers évènements de Fatima, Yakité, Castor et PK5 a replongé la ville dans un cycle de violence empêchant les Musulmans de sortir du PK5 et augmentant ainsi la peur des Chrétiens de fréquenter le quartier PK5, qui est un centre commercial qui contribue fortement à l'économie de la ville de Bangui en particulier et de la RCA en général. Pour ce qui est de la politique, le Président Centrafricain Faustin Archange TOUADERA a réclamé le renforcement des effectifs de la MINUSCA lors de l'Assemblée générale des Nations Unies du 24 avril 2018⁴. Les audiences à la cour criminelle où sont jugés certains éléments d'Abdoulaye HISSEN et quelques éléments de GAD dont dix des onze accusés ont écopé d'une peine de travaux forcés à perpétuité ont eu lieu durant le mois de février 2018⁵.

A Bangui, de nombreuses agences et organisations des nations unies (UNDSS, OCHA, etc.) ont pour mandat de faire le suivi des évènements liés au contexte sécuritaire (protection des civils, mouvements de troupes, mouvement de population, etc.). Néanmoins, ils n'existent pas d'organisations qui font le suivi systématique des évolutions des dynamiques des conflits, y inclus les acteurs, les facteurs qui déclenchent et préviennent les conflits, le mécanisme de paix, les intérêts communs et les lignes de division. Ce manque d'analyse des évolutions des dynamiques des conflits rend difficile leur compréhension et aussi la définition des solutions adaptées. L'approche ici adoptée permet d'avoir une meilleure compréhension des conflits existants et de leur évolution, ainsi bien que de leur répercussion sur le long terme.

C'est dans ce contexte que Search avec l'Association de Barreau Américain (ABA) mène un conflict scan en vue d'informer sur les évolutions des dynamiques des conflits les différents acteurs impliqués.

² http://www.ceped.org/ireda/inventaire/ressources/caf-2003-rec-o_rca_en_chiffres.pdf

³ <http://www.slate.fr/story/93119/centrafrique>

⁴ <http://www.jeuneafrique.com/554898/politique/centrafrique-touadera-reclame-un-renforcement-des-effectifs-de-la-minusca/>

<https://afriquenewsinfo.wordpress.com/2018/04/24/discours-du-president-faustin-archange-touadera-a-lonu-new-york-24-avril-2018e/>

⁵ <https://www.radiondekeluka.org/actualites/justice/30657-bangui-ouverture-de-la-session-criminelle.-g%C3%A9n%C3%A9ral-andjilo-%C3%A0-la-barre.html>

<https://afriquenewsinfo.wordpress.com/2018/02/28/centrafrique-les-compagnons-dabdoulaye-hissene-condamnes-aux-travaux-forces-a-perpetuite/>

<http://www.rfi.fr/afrique/20180723-rca-chef-guerre-abdoulaye-hissene-juge-contumace>

Le présent rapport est réalisé dans le cadre du projet Bolstering Judicial and Social Accountability processes in CAR implémenté par Search For Common Ground (Search) et ABA sous financement du Département d'Etat Américain (DRL) d'une durée de 18 mois (mars 2017-août 2018).

Les objectifs spécifiques du projet sont:

- accroître l'accès des citoyens au secteur de la justice formelle;
- améliorer la capacité du secteur de la justice formelle à répondre aux besoins des citoyens;
- soutenir l'engagement des citoyens et de la société civile dans les processus de règlement des différends à travers les lignes d'identité religieuse et communautaire.

Objectifs du Conflict Scan

Search a réalisé ce conflict scan afin d'identifier les principaux conflits et leurs dynamiques dans les zones ciblées de Bangui selon l'objectif global qui est d'actualiser la compréhension du conflit principal dans les zones cibles afin d'assurer la sensibilité aux conflits du projet et le respect du principe Do No Harm.

Les objectifs spécifiques de ce Conflict Scan étaient les suivants :

- Analyser l'évolution des dynamiques des conflits dans la zone;
- Informer et adapter la mise en œuvre des activités du projet en identifiant les initiatives de paix, les points d'entrée et les opportunités pour la paix;
- Fournir des informations pour soutenir divers acteurs, y compris Search et ses partenaires, dans le développement de différents scénarios de paix et de conflit qui permettent une réponse rapide et appropriée;
- Fournir des recommandations pour la programmation sur l'intégration du principe de «Ne pas nuire » et de la sensibilité au conflit.

Méthodologie

En vue de répondre aux attentes de cette étude, il a été décidé d'utiliser une approche qualitative associant entretiens individuels et discussion en focus group. Le premier était destiné aux personnes clés, alors que les discussions de groupe ciblaient la communauté afin de stimuler les échanges sur les dynamiques des conflits et la recherche de solution pour la promotion de la paix et la cohésion sociale.

La préparation et la coordination technique de cette étude ont été assurées par l'équipe suivi-évaluation y incluses la planification et la rédaction du rapport final. L'équipe d'apprentissage institutionnel (ILT) régionale est intervenue pour la validation des outils, de la méthodologie et du rapport final.

Deux personnes ont été en charge de la collecte des données dont un preneur de note et un facilitateur. Avant la descente sur le terrain, le Coordonnateur DME de Search a briefé l'assistant sur les principes et les techniques de conflict scan en vue de bien prendre note et participer à la rédaction du rapport. Durant l'entretien et la discussion de groupe, nous avons informé les participants de l'anonymat des informations qu'ils vont fournir, du fait que leur nom ne sortira pas dans le rapport et que les informations fournies seront strictement confidentielles. Les réponses des répondants ont été transcrites dans un guide de prise de note. D'autres rapports et documents liés à l'analyse des conflits ont été aussi exploités en vue d'avoir des informations supplémentaires. Les différentes sources de données (KII, FGD et documents) ont été triangulées afin de regrouper les informations selon les différentes tendances.

La collecte des données a eu lieu du 04 au 21 juin 2018. Tous les entretiens ont eu lieu à la fois en sango et en français.

ANALYSE DES CONFLITS

Cette section est consacrée exclusivement à l'analyse des données issues des groupes de discussions et des entretiens individuels collectés du 04 au 21 juin 2018 dans la ville de Bangui (les 8 arrondissements.). Les données sont basées sur la perception des participants ainsi que le constat des évaluateurs sur le terrain.

Conflit actuel

Les multiples conflits dans le pays font que la perception des communautés varie en fonction de la dynamique du conflit. Le constat est que lorsqu'il y a un conflit armé, la population a tendance à oublier les conflits secondaires. Et lorsqu'il n'y a pas de conflit armé, la population a tendance à prendre conscience des conflits secondaires.

Lors d'un conflit scan réalisé à Bangui dans les 8 arrondissements en décembre 2016, les perceptions s'orientaient exclusivement sur le conflit armé entre les groupes armés. En 2017, une deuxième étude réalisée à Bangui montre qu'en absence des conflits armés, la population se repençait sur les conflits secondaires, notamment les conflits fonciers, conflits communautaires, conflits liés aux ressources etc. A l'heure de la mise en œuvre de ce scan, pour les populations, parler de conflit c'est synonyme d'affrontement armé entre deux factions. Pour les personnes interrogées, les derniers conflits violents à Bangui ont amplifié la méfiance et la haine entre les deux communautés. Au moment de la collecte des données, les Musulmans ne pouvaient pas aller dans certains quartiers de Bangui à savoir Boy-Rabe, Combattant, Gobongo, Pétévo, Fou, Catin et Boeing, alors que les Chrétiens se disent avoir peur d'aller hors du PK5, même s'ils y sont obligés d'y aller pour des raisons économiques.

« On veut nous tuer au quartier Pétévo en revenant d'une place mortuaire à Bimbo ».

Une jeune interrogée en focus group avec les femmes musulmane de Bangui le 12 juin 2018.

D'un côté, les Musulmans qui arrivent à quitter le PK5 et/ou qui n'y habitent pas sont pour la plupart pris en piège car ils déclarent ne pas pouvoir aller au PK5, puisqu'ils sont recherchés par les GAD qui les considèrent des traîtres. En effet pour les GAD, les Musulmans qui quittent et/ou qui n'habitent pas dans le quartier PK5 sont automatiquement aperçus comme étant contre eux et utilisés pour aller chercher les informations les concernant au profit du Gouvernement et divulguer certaines informations qui peuvent fragiliser leur plan. Cependant, dans les zones où ils habitent, ils subissent des stigmatisations et menaces par le reste de la population. De l'autre côté, les Musulmans habitants le PK5 se considèrent comme étant en prison car ils semblent que les GAD les menacent de ne pas quitter la zone, sinon ils seront considérés comme traîtres et n'auront plus le droit d'y retourner. Cependant, ils ont peur de sortir car pour eux, les Chrétiens ne leur font pas confiance et ils risquent de faire l'objet d'une agression de tout genre en quittant la zone de PK5.

« On a peur de sortir de peur qu'on nous traite des traîtres ».

Une jeune interrogée en focus group avec les femmes musulmane de Bangui le 12 juin 2018.

Du côté des Chrétiens, ils redoutent les zones comme Koudougou, quartier Gbaya, une partie de camp des Castors, quartier Jamaïque, une partie du quartier Kina et quartier Yakité. Ils ne se sentent pas libres d'y aller par ce que selon eux, ce sont les zones des GAD. Selon le point de vue de certains chrétiens, il y a eu beaucoup de cas d'enlèvement des siens dans ces endroits et il n'y a aucune présence des FSI ni de la MINUSCA pour assurer leur sécurité. D'autres refusent d'y aller par peur, comme ils ne maîtrisent pas le contexte par rapport à ce qui se passe là-bas. Enfin, certains qui ont des litiges avec certains Musulmans, craignent d'être repérés dans ces endroits et faire l'objet d'agression et/enlèvement.

Selon les répondants aux groupes de discussion et entretiens individuels, il y a un risque de conflit entre les GAD et l'ethnie Goula. Car pour eux, les Goula vont tôt ou tard se venger d'une combattante d'ethnie Goula devenue FACA et qui a été assassinée le 07 juin 2018 lors d'une visite à sa famille dans le quartier PK5 par certains éléments des GAD, l'accusant de trahison et d'avoir été formée par les Russes et qui a regagné le rang des FACA. Selon les répondants et particulièrement les Musulmans, depuis cet assassinat, une grande partie de la population Goula s'est retirée du PK5 en allant dans les zones périphériques et se prépare à un éventuel affrontement avec les GAD ou encore attendent une opportunité pour se découdre avec ces derniers.

En plus de ce qui précède, on relève aussi le conflit latent qui existe entre les GAD et les commerçants musulmans du PK5. Selon les perceptions des répondants musulmans, il existe actuellement des tensions entre les deux qui risquent un jour de s'intensifier au fil du temps. Les commerçants, selon les interviewés, sont victimes des arnaques des GAD qui imposent des fortes sommes d'argent à payer aux commerçants. Selon ces répondants, les GAD demandent ces dentelles en échange de la sécurité de leurs boutiques, kiosques mais aussi de leur propre sécurité. Cette situation selon les répondants risque dans un futur proche d'envenimer la situation de PK5. Il faut rappeler que ce même problème a déjà créé un conflit au courant du mois d'avril-mai obligeant le FSI et la MINUSCA à intervenir pour contrecarrer les exactions des GAD.

Aussi, certains membres de la communauté congolaise et plus particulièrement ceux qui travaillent comme domestiques chez les Musulmans de PK5 et ceux qui font la cordonnerie ambulante sont visés comme complices des GAD. La plus part est venu du village «Zongo» en RDC, qui fait face à Bangui de l'autre côté de la rivière Oubangui. Ils sont venus principalement pour la recherche du travail et/ou pour des affaires économiques. Les Chrétiens, tout comme les Musulmans, les voient comme une potentielle source de conflit dans le futur. La majorité des Chrétiens interrogés lors des groupes de discussion et entretiens individuels ne font pas confiance à ces derniers et pensent qu'ils sont des agents de renseignement des GAD payés soit pour combattre à leur côté ou soit pour garder leurs munitions et armes. Selon les gens interviewés, ils sont recrutés de deux manières: certains ont volontairement accepté de combattre à côté et/ou de garder munitions et armes des GAD en échange d'argent; les autres sont pris de force et sont obligés à les appuyer.

L'analyse conflictuelle de ce scan nous éclaire sur le contexte actuel auquel le projet peut intervenir à travers son troisième objectif « soutenir l'engagement des citoyens et de la société civile dans les processus de règlement des différends à travers les lignes d'identité religieuse et communautaire » où on voit que les deux communautés ne se font pas encore totalement confiance et que cette population ne font pas non plus totalement confiance aux autorités et Gouvernement. Il est donc cordial d'utiliser la société civile comme un moyen pour aborder la communauté et aussi pour créer un pont entre le Gouvernement et la communauté de base. Au moment de la réalisation de ce scan, la majorité des activités du projet est déjà fini mais ce scan reste valable car cela permettra aux acteurs de la société civile qui sont aussi des acteurs du projet et qui vont continuer à intervenir après le projet au sein des communautés en utilisant les résultats afin de mieux travailler avec les deux communautés mais aussi de mieux servir de pont entre la communauté et les autorités/Gouvernement. Ce scan nous montre également que les deux premiers objectifs du projet sur l'accès à la justice ont encore besoin d'être renforcer dans la. En effet, si les Goula et les commerçants et les deux communautés se préparent à une éventuelle vengeance et/ou se lancent dans un cycle de vengeance, c'est par ce que d'une part, ils ne savent pas où se plaindre ou ne font plus confiance à la justice ou encore ne sont pas si sûr qu'il y aura justice et décident de faire justice soi-même si la possibilité se présentent.

Acteurs des conflits

La situation des acteurs de conflits a fortement évolué depuis le dernier conflit scan qui a eu lieu en août 2017. Il y a les acteurs dont leur influence a baissé en intensité et d'autres qui ont vu leur influence augmenter. Il y a entre autres les acteurs de plus en plus cité alors qu'il y a des acteurs qui

ont presque disparu du radar. En 2017 les Anti-Balaka (AB) n'étaient presque pas cités et les GAD n'étaient cités que pour quelques conflits dont ils étaient auteurs tels que les cas de braquage, les menaces à main armée etc. Cependant en 2018, les GAD sont cités par tous les répondants comme principaux acteurs du conflit armé à Bangui, et particulièrement dans le PK5 et ses environs. Selon les participants, les GAD se sont beaucoup mieux armés et structurés grâce aux appuis des groupes armés qui sont basés au Nord, Centre et Est du pays contrairement à l'an passé. Ils multiplient les exactions aux seins des populations en générale et sont devenus très violents par rapport à l'année passée. Selon le point de vu de nos interviewés, les GAD sont généralement composés des étrangers et particulièrement les tchadiens, les soudanais et les nigériens venant d'ailleurs qui multiplient les actes de violence durant ces derniers mois.

Comme pour le scan précédent, les AB continuent d'être de moins en moins cités comme acteurs des conflits à Bangui, même si l'ensemble de personnes interrogées reconnaissent leur présence à Bangui. Selon les différentes perceptions, les AB ont baissé en intensité et leur potentialité de nuire a fortement diminué, comme ils sont moins structurés par rapport au début de la crise pour coordonner les exactions vis-à-vis de la population et du Gouvernement. Il faut rappeler cette baisse en intensité pourrait se justifier par le fait beaucoup des éléments des AB étaient venu de l'intérieur du pays et donc beaucoup ont dû regagner leur zone de provenance. Aussi, parmi ces AB, il y'avait les éléments de FSI et FACA et vu que ces dernières sont redevenues opérationnelles, beaucoup de ces AB ont dû reprendre leur fonction abandonnant cessant ainsi de jouer rôle. D'autre raison est la dislocation de leurs leaders. Avant, les AB étaient coordonner par certains leaders comme Patrice Edouard NGAÏSSONA qui fût leur porte-parole, et bien d'autres qui sont devenus des parlementaires ou des maires qui les appuyer financièrement et structurellement. Mais après avoir occupé leur poste actuel, les AB non plus d'appui ici au niveau de Bangui pour continuer. Les participants à l'étude ont relevé également que la majorité des taxi-moto de Bangui est constitué des ex AB. Et vu que ces derniers ont repris les activités lucratives, beaucoup ne se désintéressent des activités des AB.

Contrairement à l'étude passée, cette étude à fait ressortir un nouveau présumé acteur de conflit dans le PK5 et ses environs. Il s'agit de l'implication de certains sujets congolais de la République Démocratique du Congo (RDC) dans les actions qui ont eu lieu récemment. Ces congolais sont accusés de complicité avec les agents de renseignement des GAD. Les Musulmans de PK5 et les Chrétiens avoisinants PK5 disent tous avoir vu les congolais de la RDC se battre aux côtés des GAD.

Enfin, il est ressorti de cette étude que la perception de la population est divisée sur le rôle des FSI et la MINUSCA par rapport à la résolution des conflits. Alors que dans le scan précédent, ces dernières n'étaient presque pas citées comme acteur pouvant influencer le conflit. Pour certains, les FSI et la MINUSCA sont devenues de plus en plus visible sur le terrain à l'exemple des derniers évènements de PK5, Fatima, Yakité et Miskine où ils sont intervenus pour empêcher la progression des GAD et sont intervenus pour démanteler certaines bases des GAD dans le PK5. Pour certain membre de la communauté, l'attaque contre les GAD par les FSI et la MINUSCA a beaucoup contribué à la stabilité et a réduit leurs opérations. Pour d'autres, les opérations des FSI et la MINUSCA sont très limitées et ne permettent pas la stabilité. Ils reprochent à ces dernières de souvent laisser la population à la merci des GAD car pour eux, les FSI et la MINUSCA, mènent des opérations ponctuelles et se retirent, sans pourtant amener des solutions durables, et c'est la population qui en paiera la suite les frais vis-à-vis des GAD.

Do No Harm (Ne pas nuire)

A l'issue du dernier conflict scan, il était ressorti que l'approche d'identification des bénéficiaires des ONG ne permettait pas d'atteindre les populations les plus vulnérables ciblées et causait des conflits entre les chefs de quartier et leur communauté. Par contre pour cette étude, le point de vue

a évolué et ce problème d'identification est peu cité par les interviewés. Ce qui est ressorti dans le cas présent est que les ONG sont très mal aperçues par rapport à leur rôle dans la gestion des conflits.

D'abord les personnes interviewées pensent que les ONG ne visent que leur intérêt dans leur intervention et ne disposent pas de vraie politique pour mieux régler les conflits. Ils expliquent ces constats par le fait que tout ce que les ONG font n'aboutisse pas à des résultats concrets et que les interventions ne s'orientent pas sur les cibles idéales pouvant permettre de mieux toucher le fond du problème. Les répondants à cette étude se base exclusivement sur leur constat personnel et aucun d'autre eux n'a pu donner un exemple palpable voire concret pour justifier leur point de vue. Cependant, nous jugeons intéressant de relever ce fait pour attirer l'attention des humanitaire sur la perception des communautés en vue d'une réponse plus appropriée. Dans le cadre de ce projet, Search a organisé des ateliers de réflexions avec les différentes parties prenantes afin d'identifier les problématiques et cibles permettant d'avoir des actions ciblées et orientées.

Ensuite, c'est le problème de concurrence avec les ONG nationales: selon les répondants, les ONG internationales ne prennent pas en compte les capacités locales déjà existantes, telles quelles les groupements et les ONG nationales, dans leur plan de travail et ne disposent pas des plans pour leur transférer les compétences. Aussi, ils déplorent le fait que les ONG internationales constituent un obstacle ou frein au développement des ONG nationales et/ou groupement. Puis, il a été relevé que les répondants n'apprécient pas le plan de travail des ONG qui ne mettent pas assez d'action sur la durabilité, permettant d'avoir un impact sur le long terme. Aussi, il est relayé que les ONG n'ont pas une bonne politique de redevabilité et ne rendent pas souvent compte de leur action aux populations via les autorités ou leaders communautaires.

Dans le cadre du projet, Search travaille directement avec les ONG nationales comme la SCRCA et l'AFPC acteurs clés de la mise en œuvre des activités. Cependant, la visibilité du projet reste faible et cela ne permet pas à la population d'être informée du rôle de ces ONG nationales dans la mise en œuvre de ce projet. Aussi, le projet n'a pas prévu des restitutions pour les résultats finaux afin d'informer le gouvernement, la société civile ainsi que la communauté. Il est donc très important pour la fin du projet que les responsables de la mise en œuvre puissent adopter une communication très transparente et régulière sur le projet et ses résultats. Search et DRL peuvent aussi réfléchir ensemble en vue d'insérer des séances de restitution des résultats globaux du projet aux représentants de la communauté du projet pour que la communauté soit informée de ce que le projet à apporter dans leur secteur.

Aussi, les répondants expriment leur inquiétude par rapport au rôle que jouent les ONG dans les trafics d'armes. Les communautés et les autorités avec qui nous avons pu entretenir lors des FG et KII soupçonnent que certaines ONG facilitent la transaction des armes au profit des groupes armés. Ils soupçonnent également qu'ils existent parmi les expatriés des ONG, les ex militaires, policiers et gendarmes. Cependant, aucun des participants n'a pu fournir des preuves et/ou des exemples palpables prouvant leur dire. Leur perception se base sur des constats subjectifs. Search fait partie et participe régulièrement aux réunions sécuritaires de CCO et INSO lui permettant d'apprendre et de mettre en place une politique de sensibilité aux conflits dans la mise en œuvre de ces actions dans ce projet. Cependant, Search est une organisation peu connue contrairement aux autres ONG qui font la distribution des vivres. Il est donc très probable que Search soit aussi assimilée et/ou confondue et peut être victime de ces soupçons.

En fin, les autorités traditionnelles (chefs de quartiers) se plaignent du traitement que réservent les humanitaires. Pour elles, les ONG ont tendance à accorder plus d'importance aux Maires et autres autorités qu'à elles. Et elles ajoutent que leur effort va souvent au profit des Maires alors que c'est elles qui sont souvent au début des préparatifs et s'impliquent généralement dans la mise en

œuvre. Ils donnent l'exemple du fait qu'elles sont souvent peu citées dans les discours des représentants des organisations dans les activités et qu'on leur réserve souvent la seconde voire troisième place. Ainsi elles ne peuvent pas avoir de la crédibilité vis-à-vis de leur propre communauté.

« Nous sommes souvent mis à l'écart pendant les cérémonie et on ne nous accordent pas d'importance et pourtant c'est grâce à nous que les activités réussissent souvent »

Un des chefs de quartiers lors du groupe de discussion avec les autorités traditionnelles.

Opportunités pour la paix

Les centres d'attraction des deux communautés

Au moment de la mise en œuvre de ce scan, les centres où les deux communautés se côtoient facilement et fréquemment sont les centres hospitaliers, les écoles, les marchés et les centres des activités sportives, d'après les personnes interrogées, ce sont les endroits où l'on peut retrouver les Chrétiens et les Musulmans ensemble. Par ailleurs, ces endroits présentent des risques qui peuvent avoir de répercussion sur la collaboration entre les Chrétiens et les Musulmans. Selon les informations recueillies, les Musulmans se voient marginalisés dans les établissements scolaires, car dans les écoles, les Musulmans sont souvent accusés et sont généralement victimes des menaces. Il va de même pour les marchés, si d'un côté les Chrétiens se méfient d'aller au marché du quartier PK5, de l'autre côté les Musulmans ont peur d'aller dans les autres marchés pour peur d'agression et/ou des mauvaises traitements dont ils sont souvent victimes. Pour les centres d'activités sportifs, les répondants ont relevé aucun cas d'incidents cependant ces rencontrent ne sont pas fréquents et ne se présentent que de façon occasionnelle lors des activités organisées spécifiquement. Même si les activités du projet ont pris fin, Search organisera des séances de rencontrent avec la société civile (OSC) pour échanger sur les méthodologies que les OSC peuvent mettre en place pour faire de ces lieux des centres de cohabitation pacifique.

Les acteurs prêts à interagir pour la paix et la réconciliation

Aucune catégorie de personnes n'a été identifiée unanimement par les participants en tant que acteurs principaux pour promouvoir la paix. Par ailleurs, quelques catégories reviennent assez fréquemment comme les leaders religieux, les leaders communautaires, les leaders femmes, les leaders jeunes et les chefs traditionnels. Parmi ces personnes, les chefs traditionnels sont les moins cité. Il est reproché à ces derniers de ne pas faire leur travail comme il se devait. D'autres pensent que les chefs traditionnels sont limités et ne disposent d'aucun moyen de protection, c'est la raison pour laquelle beaucoup d'entre eux sont passifs. Les chefs de quartier déclarent que leur inaction est due au fait que leurs efforts ne sont pas pris en compte par le Gouvernement qui est censé les protéger, mais que au contraire les expose face aux groupes armés.

Comme lors du scan précédent, les autorités administratives et le Gouvernements ne sont pas toujours appréciés par les communautés relativement à leur effort dans la résolution des conflits. Pour eux, le Gouvernement, ainsi que les autorités administratives, ne déploient pas assez d'effort pour résoudre les conflits. Beaucoup d'entre eux critiquent le manque de collaboration avec les OSC. Par ailleurs, la communauté reproche au Gouvernement d'avoir incorporé les représentants des groupes armés dans le Gouvernement, qu'elle juge non favorable à la stabilité du pays.

« Ce sont les représentants des groupes armés qui sont dans le Gouvernement qui fournissent les informations sur les décisions prises à leurs éléments sur le terrain. Aussi longtemps qu'ils restent au Gouvernement, la politique de Gouvernement pour la paix va toujours échouer ».

Un homme lors du focus group avec les hommes chrétiens, Bangui le 12 juin 2018.

De leur côté les autorités locales, reportent que les communautés leur reprochent d'être passives et de ne pas collaborer avec la population pour identifier et adresser les problèmes de leur communauté. En effet, avec l'avènement des conflits et des crises, les autorités traditionnelles ont perdu leur autorité vis-à-vis des communautés et certains n'ont aucune influence vis-à-vis des groupes armés. Ce qui fait que beaucoup non plus le pouvoir de décision et font face souvent à des cas de menaces de tout genre les obligent souvent à rester inerte en cas de besoin communautaire. Aussi, ces dernières rapportent qu'ils sont inertes par ce que les autorités administratives et gouvernementales qui sont censées prendre des décisions ne tiennent pas compte des informations qui leur fournissent. Ils se voient donc dans l'obligation de se taire pour leur propre sécurité vis-à-vis des bandits qui ne sont pas contrôlé par l'Etat.

Search à travers ce projet essaie de créer un pont entre la communauté et les autorités en travaillant directement avec les OSC et les autorités en vue de favoriser une bonne collaboration entre elles. Des ateliers de réflexion ont été organisés entre les OSC et les autorités locales pour discuter sur certaines thématiques permettant de faire comprendre les points des communautés aux autorités et la politiques mise en place par les autorités.

Conclusions

Ce travail nous a permis de cerner les évolutions des dynamiques des conflits dans la ville de Bangui. Cette étude est exclusivement basée sur la perception de la population ainsi que des autorités locales de la ville de Bangui. A travers ce travail, nous sommes en mesure d'identifier quels sont les problèmes qui se posent actuellement et dans quelle mesure Search et d'autres partenaires, ONG et bailleurs peuvent intervenir pour pallier ces problèmes. Grâce à cette étude, nous avons compris que les musulmans qui n'habitent pas dans PK5, ou qui ont quitté PK5, se trouvent dans une situation inextricable. À PK5, ils sont traités avec méfiance ou comme traiteurs. Dans les communautés chrétiennes, ils sont aperçus avec méfiance et visé par le harcèlement. Cette situation (de marginalisation) menace à polariser ces communautés.

Quant à la perception du conflit, la population en générale se focalise au tour des grands conflits et généralement violent. Leur perception évolue selon qu'il y ait conflit violent ou non et les conflits secondaires sont souvent ignorés. Ce qui n'est pas le cas du précédent rapport. Aussi, les conflits comme les « conflits inter-ménages », les « conflits fonciers », les « conflits d'accès aux ressources économiques » ainsi que les « conflits politiques » qui, lors du précédent conflict scan étaient considérés comme des conflits récurrents voire même les plus violents pour certains ne sont cités dans le présent rapport dans une moindre mesure voire même inexistant.

Pour les acteurs de conflits, on sent leur évolution dynamique. Les GAD, qui lors du dernier scan était considéré comme des groupes ayant très peu d'influence sur la communauté, est devenu un groupe à très forte influence sur les communautés et qui contrôle presque toute la zone de PK5 à cause de multiple conflits violents dont ils sont l'auteur mais aussi à cause de multiplication dans le secteur de PK5. Ce changement s'opère également avec l'apparition des communautés congolaises de la RDC considérées comme des acteurs clés dans les exactions et les affrontements autour de PK5. La seule similarité observée par rapport à l'étude précédente au sujet des acteurs est l'absence des AB sur le terrain et l'inexistence de leur action qui a fortement baissé même si ces derniers n'ont pas totalement disparu de la capitale.

Il est très important de renforcer le rôle et la visibilité des acteurs locaux, et surtout d'envisager plus des partenariats avec les ONG locales/nationales, afin de satisfaire les communautés dont leur perception vis-à-vis du rôle des humanitaires a fortement évolué négativement par rapport au dernier scan compte tenu de la perception des humanitaires par les communautés comme un frein à la stabilité.

On tire aussi de cette étude qu'il est encore d'actualité de continuer à régulariser l'interaction entre les deux communautés, à rechercher des solutions pour la cohésion sociale, et la nécessité de travailler avec les OSC en vue de favoriser la communication entre les autorités et la population à travers ces OSC.

Les centres d'attractions, qui peuvent être un moyen de faciliter la fusion des communautés, présentent encore des risques pour l'avenir paisible de la ville et cela nécessite une attention particulière dans les mois à venir et particulièrement pour la prochaine rentrée scolaire.

Recommandations

Au vu de ce qui précède, certaines recommandations programmatiques ont été développées à l'intention de Search, des organisations humanitaires, des autorités traditionnelles, des bailleurs ainsi que des leaders communautaires.

Dans le but de faire des centres attractifs un lieu de cohabitation pacifique, il est recommandé à Search et les autres acteurs humanitaires d'appuyer les autorités éducatives à mettre en place une

politique pouvant encourager les communautés à rester unis dans les établissements scolaires en créant par exemple des club d'échange permettant aux jeunes d'échanger sur leur vécu et expérience; toujours dans cette optique, il est recommandé aux responsables des établissements scolaires de créer des comités de surveillance afin de protéger les uns des autres.

Dans le souci d'éradiquer la discrimination dans les écoles en vue de favoriser le rapprochement des deux communautés, il est recommandé à UNICEF et UNESCO d'appuyer le Gouvernement à éduquer sur la citoyenneté. Search peut appuyer également en intégrant dans les projets à venir les formations à l'endroit des maitres sur la gestion des conflits et rumeurs ainsi que les respects des droits humains. Search peut aussi développer des bandes dessinées sur la lutte contre la discrimination dans les écoles.

Dans le souci de créer la confiance entre les deux communautés, il est recommandé au Gouvernement, à Search et les acteurs humanitaires de beaucoup se focaliser sur les activités sportives et culturelles vu que ces activités constituent un moyen pour regrouper les Chrétiens et Musulmans et que les lieux de ces activités semble l'un des endroits où il y a très peu de conflit.

Dans le souci de créer un pont d'entrer entre le Gouvernement et la population, Search peut appuyer les OSC à mettre en place un plan d'action favorisant plus de dialogue collaboratif avec le Gouvernement dans la gestion des conflits. Dans cette même optique, il est recommandé à Search de créer une possibilité permettant aux parlementaires et les OSC d'avoir un plan de travail complémentaire afin que les deux puissent soutenir le Gouvernement dans la gestion des conflits vis-à-vis de la population.

En vue de prévenir les risques liés à la perception de la population congolaise comme présumé auteurs de certains crimes, il est recommandé de sensibiliser les communautés sur la neutralité de la population civile par rapport aux conflits armés

En vue de préconiser les éventuels conflits liés à la marginalisation de certaines communautés, il est recommandé au Gouvernement de sensibiliser les chefs de quartiers ainsi que les uns et les autres à lutter contre tous cas de stigmatisation ; Aussi, le Gouvernement peut sensibiliser les radios à insérer dans leur grille, des programmes de sensibilisation sur la libre circulation de personnes. Aussi, Search et les autres acteurs peuvent insérer dans leur plan de travail, la possibilité de créer des centres d'écoute pour encourager les victimes de stigmatisation liée à leur religion d'avoir des conseils sur la gestion des stigmatisations ;

Pour les ONG, il est recommandé de rendre leurs programmes soutenables en prévoyant une phase d'accompagnement pour la période de transition post-conflit dans le but de renforcer la cohésion qui s'installe de mieux en mieux dans cette ville.

Pour pallier à la perception des communautés sur le rôle des ONG en RCA, il est recommandé d'adresser ce défi au niveau du Comité de Coordination des ONG internationale (CCO) en vue de planifier des solutions conjointes. Aussi, il est important pour les ONG internationales de travailler plus en synergie avec les ONG nationales et la société civiles en vue de renforcer le rôle de ces derniers, rendre les actions soutenables et transférer les compétences au niveau local.

Annexe IV : Termes de référence Conflict Scan

Terms of Reference and Inception Report

[Conflict Scan]

1. Table of Contents

1. Table of Contents
2. Contexte
 - Contexte initial du projet (Cf. documents de projet) :
 - Contexte actuel
 - Justification de l'activité :
 - Le Projet
3. But et objectifs du conflict scan
4. Questions principales de l'étude
5. Lieux géographiques
6. Méthodologie et outils de collecte des données
 - Entretiens avec des personnes clés (*Key Informant Interviews – KII*)
 - Groupe cible
 - Focus groupes (*Focus group discussions – FGD*)
 - Groupes cibles des focus groupes
7. Assurance et gestion de la qualité des données
8. Dissemination et utilisation du Rapport
9. Principaux livrables et chronologie
10. Budget

2. Contexte

Contexte initial du projet (Cf. documents de projet) :

Le projet a été développé dans un contexte où la RCA avait pris des mesures importantes sur la voie de la réduction des conflits violents, y compris des élections pacifiques et démocratiques dans le pays, le déploiement des forces internationales de maintien de la paix, les accords de cessez-le-feu et l'adoption d'une série de plans servant de feuille de route pour le rétablissement et la consolidation de la paix Pour le pays.

Cependant, un souci urgent pour le gouvernement qui venait d'être installé était la durabilité du processus de paix par la mise en œuvre des processus de réforme du secteur du secourisme, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) et du Secteur de la sécurité (SSR), de la promotion de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale et de la lutte contre la corruption et l'impunité . Avec un climat général d'impunité, de nombreux auteurs d'atrocités ne sont pas tenus responsables, et les attaques de représailles par les groupes armés continuaient d'étinceler des vagues de tueries incontrôlées à Bangui et dans d'autres régions instables du pays, touchant directement les civils. Une étude de Search avait montré que la résolution des problèmes de sécurité et de justice reste les deux principales priorités pour la majorité des Centrafricains.

L'accent avait été mis sur le renforcement du système de justice national en RCA et l'établissement de mécanismes de justice transitionnelle, y compris des mécanismes non judiciaires, pour tenir compte des auteurs de violations des droits de l'homme et des atteintes au droit international humanitaire. Une étape majeure de ces efforts s'était produite en 2015, lorsque le gouvernement de la RCA, avec le soutien de la communauté internationale, avait adopté une loi créant un tribunal pénal spécial (CPS), à l'appui de la force de maintien de la paix des Nations Unies, la Mission multidimensionnelle de stabilisation intégrée (MINUSCA). La CPS est destinée à poursuivre les crimes les plus graves commis en RCA depuis 2013, les infractions qui se révéleraient exceptionnellement difficiles ou impossibles à juger par les institutions traditionnelles de justice formelle.

Bien qu'une étape positive dans la lutte contre l'impunité, la CPS confrontait à un certain nombre de défis. La capacité nationale dans le système judiciaire restait faible et plus de travail était nécessaire pour préparer les juges nationaux à participer à la CPS et à préparer le système judiciaire pour traiter les nombreux cas qui ne comparaitront pas devant la CPS. En outre, compte tenu des divisions profondes causées par le conflit, la CPS risquait d'être perçue comme un outil partisan pour la rétribution, se concentrant injustement sur certains crimes et non sur d'autres. Un autre élément essentiel pour son succès est une stratégie pour s'assurer que les victimes et les témoins qui participent à de tels processus bénéficient d'une protection spéciale contre les représailles et les attaques de vengeance.

Compte tenu de ce qui précède, SFCG propose un programme de 18 mois dans le but de soutenir la primauté du droit et la consolidation de la paix en République centrafricaine par le biais de la responsabilité judiciaire et sociale. Pour atteindre cet objectif, SFCG propose un programme conçu autour de trois objectifs spécifiques : premièrement, accroître l'accès des citoyens au secteur de la justice formelle et, deuxièmement, d'améliorer la capacité du secteur de la justice formelle à répondre aux besoins des citoyens et enfin, de soutenir l'engagement des citoyens et de la société civile dans les processus de règlement des différends à travers les lignes d'identité religieuse et communautaire. Les activités du projet sont axées sur Bangui, la capitale, et Boda et autres villes selon le besoin.

Contexte actuel

La RCA évolue actuellement dans un contexte où les armes parlent encore et qu'une partie du pays est toujours sous le contrôle des groupes armés.

On dénombre plusieurs déplacements des populations dans les sites à l'intérieur du pays. Les affrontements entre les milices avec d'une part la MINUSCA et d'autre part les milices de la coalition ex-Séléka, les affrontements entre d'une part les Anti-Balaka avec la coalition ex-Séléka, et entre la coalition ex-Séléka d'autre part font augmenter la tension sécuritaire non seulement à l'intérieur mais cela crée la psychose à Bangui. Les dernières tentatives de désarmement des groupes d'auto-défense de PK5 a engendré une escalade de violence autour de PK5 et un

regroupement des ex-séléka à Kaga-Bandoro. Des sources⁶ de presse ont signalé des cas de tentative des groupes armés de marché sur Bangui. Selon le dernier rapport de Commission de Mouvement de Populations (CMP) paru le 20/04/2018, le nombre de personnes déplacées internes en RCA est estimé à 687 398 individus composés respectivement de :

- 268 304 personnes sur 77 sites de déplacés internes;
- 417 094 personnes estimées dans les familles d'accueil ;
- 2 000 personnes estimées en brousse.

Pour ce qui est de la politique, le Président Centrafricain **Faustin Archange TOUADERA** a réclamé le renforcement des effectifs de la MINUSCA lors de l'Assemblée générale des Nations Unies ce 24 avril⁷. Les audiences à la cour criminelle où sont jugés certains éléments d'Abdoulaye Hissen et quelques éléments de GAD dont dix des onze accusés ont écopé d'une peine de travaux forcés à perpétuité ont eu lieu durant le mois de février.

Justification de l'activité

Au vu de ce qui précède, et aussi dans l'optique d'apporter une meilleure orientation programmatique du projet CAF008 et des futures propositions des projets, il est donc primordial pour SFCG-RCA d'apprécier et d'identifier des conflits à Bangui et Boda où les activités du projet sont mise en œuvre. Il s'agit aussi de faire le mapping des conflits entre groupes religieux et/ou entre groupes identitaires à Bangui et Boda qui comportent un risque significatif en termes de violence, dans un contexte général de forte volatilité des évolutions socio-politiques.

SFCG se propose donc de réaliser ce Conflict Scan en vue de la collecte des informations actualisées sur ces questions afin d'apporter une réponse pertinente à travers la mise en œuvre des activités du projet CAF008, mais aussi en informant les autres acteurs intervenant dans cette partie de la RCA pouvant contribuer de façon directe et/ou indirect

Le Projet

Le projet « **Bolstering Judicial and Social Accountability processes in CAR** » est un projet financé par le département d'Etat américain (DRL) qui a trois objectifs :

- accroître l'accès des citoyens au secteur de la justice formelle;
- améliorer la capacité du secteur de la justice formelle à répondre aux besoins des citoyens;
- soutenir l'engagement des citoyens et de la société civile dans les processus de règlement des différends à travers les lignes d'identité religieuse et communautaire.

Ce projet est mis œuvre par Search For Common Ground (Search) et ABA avec appui des partenaires comme Association des Femmes Professionnelles de la Communication (AFPC) et la Plateforme de la société Civile (SCRCA). Le projet a une durée de 18 mois (mars 2017-août 2018).

3. But et objectifs du conflict scan

Objectifs généraux :

Actualiser la compréhension du conflit principal dans les zones cibles afin d'assurer la sensibilité au conflit c'est-à-dire assurer la sensibilité aux conflits du projet et le respect du principe Do No Harm grâce à une compréhension actualisée du conflit principal et de leur dynamique dans les zones cibles.

Objectifs spécifiques :

- Soutenir Search et la communauté internationale d'avoir des interventions sensibles aux conflits grâce à l'analyse et l'identification des changements dans la dynamique des conflits et les conflits actuels avec les risques de violence

⁶ <http://lavoixdessanssoix.com/dekoa-sibut-des-elements-de-la-seleka-en-marche-vers-bangui-par-les-pistes-de-convoyage-des-boeufs/>

⁷ <http://www.radiondekeluka.org/securite.html>

- Informer et adapter la mise en œuvre des activités du projet en identifiant les initiatives de paix, les points d'entrée et les opportunités pour la paix
- Fournir des informations pour soutenir divers acteurs, y compris Search et ses partenaires, dans le développement de différents scénarii de paix et de conflit qui permettraient une réponse rapide et appropriée.
- Fournir des recommandations pour la programmation l'intégration du principe de «Ne pas nuire » et de la sensibilité aux conflits

4. Questions principales de l'étude

Dynamiques des conflits

- Quels sont les conflits qui existent actuellement dans les communautés ciblées ? Quels sont les conflits actuels les plus fréquents, les plus violents et les plus à risque pour l'avenir de la communauté? Quelles sont les évolutions et les tendances depuis décembre 2016 ? Parmi ces conflits, lesquels ont pris de l'ampleur ou qui ont augmenté d'intensité durant ces derniers 30 jours ?
- Quels sont les principaux risques ou conflits latents sur lesquels on doit porter une attention particulière ? Comment le projet peut-il prévenir ces risques ? Comment faut-il se préparer à leur impact ?

Causes et conséquences

- Quels sont les facteurs qui ont entraîné une aggravation ou une résolution partielle de ces conflits ? Quels sont les principales causes de ces différents conflits ? Les communautés identifient-elles de nouvelles causes ?
- Comment se manifestent ou se caractérisent ces conflits ? Les conséquences sont-elles plus ou moins graves qu'en décembre 2016 ?

Acteurs et mécanismes de résolution

- Quels sont les principaux acteurs des conflits actuels ? Les communautés identifient-elles de nouveaux acteurs influents ? de nouvelles victimes ? de nouveaux champions pour la paix ?
- Quels sont les principales raisons/causes/intérêts de divergence de ces acteurs des conflits (lignes de division religieuses, ethniques, inégalités socio-économiques) ? Quelles évolutions par rapport à décembre 2016 ?
- Quels sont les principaux mécanismes que la population souhaiterait ou utilise pour pouvoir résoudre des conflits dans la localité ? Les communautés identifient-elles de nouveaux mécanismes ? ou y a-t-il des mécanismes devenus inefficaces ?

Opportunités pour la paix

- Quels sont les points d'entrée et opportunités pour la paix que le projet peut mettre à profit ?

Do No Harm

- Les activités du projet ont-elles eu des effets négatifs inattendus ? Comment le projet peut-il s'assurer de « ne pas nuire » (do no harm) ?
- Quelles recommandations et leçons apprises pouvons-nous identifier pour la suite de la mise en œuvre du projet ?

Données	Sources	Désaggrégation
1/ Analyse et compréhension du conflit dans les zones ciblées		
<i>Identification du conflit, de la violence et des fragilités des zones ciblées</i> <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les conflits existants? • Les zones sont-elles affectées par la violence ? si oui, Comment ? • Comment peut-on évaluer la présence/le rôle des autorités (légitimité, fourniture de services...) ? de la société civile ? des acteurs du conflit ? 	Revue de la littérature Atelier préparatoire - Key Informant	Zones

<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les dynamiques du conflit, de la violence, des risques ? <p>Facteurs et moteurs du conflit</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les facteurs et moteurs du conflit et de la violence ? Quelles sont les lignes de division ? Quels facteurs limitant la légitimité ou la capacité de l’Etat ? <p>Acteurs du conflit et vulnérabilité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qui sont les acteurs impliqués directement / indirectement ? Quels sont leurs positions, intérêts et besoins ? Leurs capacités ? • Qui sont les acteurs prêts à interagir pour la paix et la réconciliation ? • Quelle partie de la population est la plus affectée ? <p>Opportunités et capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels facteurs contribuent à la paix, à la sécurité, au bon fonctionnement de l’Etat ? • Quels facteurs réduisent le conflit et/ou la violence ? • Quels sont les terrains d’entente, les points de connexion ? • Quels acteurs jouant un rôle dans la paix et la sécurité ? • Quels sont les points d’entrée existants pour les programmes liés à la paix et à la réconciliation ? 	Interviews	
4/ Recommandations pour les politiques et programmes		
<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les points d’entrée identifiés pour promouvoir la paix et la réconciliation ? • Quelles sont les risques à prendre en compte quant à la perception des processus en cours ? • Quelles sont les aspects sur lesquels les perceptions des populations pourraient être modifiées ? • Quels indicateurs sont à suivre pour mesurer l’évolution des processus de paix et réconciliation ? 	Revue de la littérature Atelier préparatoire FGD KII Enquête	Genre, Âge, Zone

5. Lieux géographiques

Les lieux de ces conflict Scan sont les 8 arrondissements de **Bangui** et les 3 arrondissements de **Boda**. Ces zones sont les zones d’intervention de SFCG dans le cadre du projet “ Bolstering Judicial and Social Accountability processes in CAR”.

6. Méthodologie et outils de collecte des données

Afin d’atteindre l’objectif général et les objectifs spécifiques de cette analyse, l’équipe de Search utilisera une méthode qualitative de collecte de données afin de collecter des perceptions de certains groupes cibles par rapport à l’évolution du contexte conflictuel. La méthodologie est basée sur une collecte de données à travers deux activités principales : des groupes de discussion semi-directifs (via guide de groupe de discussion) avec les membres de la communauté et des entretiens individuels (via guide d’entretien individuel) avec les personnes/acteurs clés de la société. Deux personnes seront en charge de la collecte des données dont un preneur de note et un facilitateur. Les réponses des répondants seront transcrites dans un guide de prise de note pour des éventuelles exploitations.

D’autres rapports et documents liés à l’analyse des conflits seront aussi exploités pour permettre en vue d’avoir des informations supplémentaires. Les différentes sources de données (KII, FCG et documents) seront triangulées afin de regrouper les informations selon les différentes tendances.

Avant la descente sur le terrain, le Coordonnateur en ME de Search va briefier l’assistant sur les principes et les techniques de conflict scan de Search en vue de l’amener à cerner le conflict scan des autres types d’étude mais aussi à bien prendre note et rédiger le rapport.

Entretiens avec des personnes clés (*Key Informant Interviews – KII*)

Un guide d’entretien sera développé pour les différents types de personnes clés interrogées. Les interviews seront semi-ouvertes pour laisser la possibilité aux répondants d’exprimer leurs perceptions.

Groupe cible

Un maire, un sous-préfet, un Commandant de Brigade et un Commissaire de la police.

Focus groupes (*Focus group discussions – FGD*)

Environ 10 focus groupes seront organisés avec 8-12 personnes. Un guide de discussion sera développé. Les chercheurs poseront des questions ouvertes pour pouvoir comprendre les perceptions, les attentes et les opportunités identifiées par les participants.

Groupes cibles des focus groupes

- 8-12 Jeunes musulmans (hommes) ;
- 8-12 Jeunes musulmanes (femmes) ;
- 8-12 Jeunes non musulmans (hommes) ;
- 8-12 Jeunes non musulmans (femmes) ;
- 8-12 Femmes non musulmane;
- 8-12 Femmes musulmanes ;
- 8-12 Hommes musulmans ;
- 8-12 Hommes non musulmans ;
- 8-12 Autorités traditionnelles ;
- 8-12 Leaders communautaires (hommes + femmes) ;

7. Assurance et gestion de la qualité des données

L’assistant va être briefé sur les techniques de conflict scan et les prises de notes ainsi que la modération. Après chaque entretien et groupe de discussion, l’assistant et le coordonnateur du conflict scan vont vérifier ensemble les notes prises par les deux en vue de les compiler. Après la mise en commun, l’assistant va les transcrire dans les guides dédiés à cela.

La Spécialiste DME Sénior pour l’Afrique du Sud et de l’Est appuiera les différentes étapes de l’étude et s’assurera de sa qualité. Chaque question et chaque outil seront développés par l’équipe locale et seront validés par l’équipe ILT pour s’assurer qu’ils sont appropriés au contexte et sensibles au conflit.

8. Dissemination et utilisation du Rapport

Une restitution en interne avec les équipes de SFCG en RCA permettra aussi de renforcer l’analyse et les recommandations.

Une présentation sera faite au « Groupe de Travail Cohésion sociale » pour informer les autres acteurs sur les dynamiques du conflit.

Et enfin, le rapport sera partagé dans les systèmes des Nations Unies et les ONG locales.

9. Principaux livrables et chronologie

Dates	Qui	Quoi
30 avril – 9 mai	SFCG ILT/RCA	TdR détaillés précisant la méthodologie et l’approche ainsi qu’une première revue de la littérature.
08 – 10 mai	SFCG RCA	Briefing de l’assistant
11 – 18 mai	SFCG RCA	Collecte des données
19 – 26 mai	SFCG ILT/RCA	Analyse des données
19 – 26 mai	SFCG RCA	Premier draft de rapport

26 – 29 mai	SFCG ILT/RCA	Premier round de commentaires
30 mai – 5 mai	SFCG ILT	Dernier round de commentaires
10 juin	Région	Rapport validé

10. Budget



Microsoft Excel
97-2003 Worksheet

Annexe IV : Les outils de collecte des données



Guide_Entretien
conflict scan CAF008.



Guide_Groupe de
discussion conflict sca

Groupe de discussion
Search for Common Ground | République Centrafricaine

Programme des entretiens individuels

Cible	Effectif	Du 11 au 12/Mai/2018		Responsable
		VEN. 11	SAM. 12	
Sous-Préfet	1	10h00-11h00		DME+Assistant
Maire	1	14h00-15h00		DME+Assistant
CB Gendarmerie	1		10h00-11h00	DME+Assistant
Commissaire de la police	1		11h30-12h30	DME+Assistant

Programme des groupes de discussion

Cible	Effectif	Du au 14 au 17/mai./2018				Responsable
		Lun. 14	Mar. 15	Mer. 16	Jeu. 17	
Jeunes musulmans (hommes) ;	10	09h00-11h00				DME+Assistant
Jeunes musulmanes (femmes) ;	10	11h30-13h30				DME+Assistant
Jeunes non musulmans (hommes) ;	10	14h00-16h00				DME+Assistant
Jeunes non musulmans (femmes) ;	10		09h00-11h00			DME+Assistant
Femmes non musulmane ;	10		11h30-13h30			DME+Assistant
Femmes musulmanes ;	10		14h00-16h00			DME+Assistant
Hommes musulmans ;	10			09h00-11h00		DME+Assistant
Hommes non musulmans ;	10			11h30-13h30		DME+Assistant
Autorités traditionnelles ;	10			14h00-16h00		DME+Assistant
Leaders communautaires (hommes + femmes) ;	10				09h00-11h00	DME+Assistant